



# Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 2 décembre 2015

## La vérificatrice générale soutient que la province ne peut effectuer une surveillance valable des Sociétés d'aide à l'enfance

(TORONTO) Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (le Ministère) n'a pas suffisamment d'information sur les 47 Sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario (les Sociétés) pour en assurer une surveillance efficace, affirme la vérificatrice générale Bonnie Lysyk dans son *Rapport annuel 2015*.

Les Sociétés fournissent un service essentiel, mais le Ministère manque d'information sur la qualité des soins offerts par les Sociétés aux enfants dont elles sont responsables. Il est donc difficile de surveiller efficacement les Sociétés, explique M<sup>me</sup> Lysyk.

Le Programme de soins et de soutien continus pour les jeunes, un programme volontaire, ne réalise pas pleinement ses objectifs d'aider les jeunes à réussir leur transition à l'autonomie. Le Ministère doit donner suite aux données démontrant que les jeunes doivent surmonter des obstacles majeurs pour passer à l'âge adulte et devenir autonomes. Par exemple, selon un récent sondage effectué par l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance, seulement 46 % des jeunes pris en charge par une Société obtenaient un diplôme d'études secondaires de l'Ontario en 2013 comparativement à la moyenne ontarienne de 83 %.

L'intervenante provinciale en faveur des enfants et des jeunes estimait que 43 % des jeunes sans-abri ont déjà reçu des services de protection de l'enfance et que les jeunes ayant quitté la prise en charge sont sur-représentés dans le système de justice pour la jeunesse, le système de santé mentale et le système des refuges.

La vérificatrice générale a également constaté ce qui suit :

- Au cours du dernier exercice, le Ministère a effectué des paiements de transfert de 1,47 milliard de dollars aux Sociétés. Jusqu'en 2012-2013, les transferts de fonds aux sociétés se fondaient principalement sur le financement antérieur. En 2013-2014, le Ministère a adopté un nouveau modèle de financement, mais il n'alloue toujours pas aux sociétés un financement fondé sur leurs besoins réels de services.
- Le Ministère effectue une surveillance limitée des enfants qui vivent encore avec leur famille et bénéficient de services de protection de l'enfance.
- Le Ministère ne s'assure pas que les Sociétés mettent en oeuvre les recommandations découlant d'enquêtes sur les décès d'enfants qui reçoivent leurs services.
- Le système Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE), qui devait initialement être mis en place en 2014-2015 dans les 47 Sociétés au coût de 150 millions de dollars, est en place dans seulement cinq Sociétés. Le plan prévoit maintenant que le RIPE sera déployé dans les 42 sociétés restantes d'ici la fin de l'exercice 2019-2020, à un coût supplémentaire de 50 millions de dollars.

- L'Ontario ne fournit pas de services de protection de l'enfance aux jeunes de 16 ou 17 ans qui ne se sentent pas en sécurité et qui n'ont jamais bénéficié de services auparavant, car l'âge limite pour ceux-ci est de 15 ans. Or, dans d'autres provinces, les jeunes sont admissibles à des services jusqu'à 18 ans.

-30-

Renseignements :  
Bonnie Lysyk  
Vérificatrice générale  
(416) 327-1326

Des renseignements additionnels et le rapport au complet sont accessibles à [www.auditor.on.ca](http://www.auditor.on.ca)

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.